

## **La France ne peut plus penser l'immigration comme un phénomène extérieur, temporaire ou administratif**

*di Yazid Sabeg*

L'ancien commissaire à la diversité et à l'égalité salue une enquête de l'INED et de l'Insee qui révèle, selon lui, « une France brassée »

L'immigration n'est plus un sujet extérieur à la société française. Elle n'est ni une marge ni une anomalie. Elle est devenue l'un des faits constitutifs de la France contemporaine. La nier, c'est mentir au pays ; la subir sans ordre, c'est l'abandonner aux tensions et aux troubles ; la célébrer sans exigence, c'est manquer de sérieux.

Il faut à cet égard saluer « Trajectoires et origines 2 » (TeO2), une enquête de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'Insee menée auprès de 27 000 personnes, et l'ouvrage dirigé par Cris Beauchemin, Mathieu Ichou et Patrick Simon qui en présente les résultats [*Editions de l'INED, 616 pages, 29 euros*]. Avant TeO2 (2019-2020), il y eut TeO1 (2008-2009), dans un climat controversé.

Il faut rendre hommage au travail des chercheurs et chercheuses Cris Beauchemin, Christelle Hamel, François Héran, Mathieu Ichou, Patrick Simon, des équipes de l'INED et de l'Insee, ainsi que celui de Jean-Luc Tavernier, pour ce service rendu à la République.

Le grand penseur des Lumières Nicolas de Condorcet (1743-1794) aurait reconnu là l'une des plus hautes fonctions de la connaissance : éclairer la décision publique. Or, l'immigration est devenue un théâtre : menace pour la droite extrême, morale antiraciste impuissante, lois sans doctrine. L'Etat a beaucoup parlé, mais il a mal distingué et souvent mal tenu parole.

L'enquête TeO2 oblige à changer de logiciel. La France ne peut plus penser l'immigration comme un phénomène extérieur, temporaire ou administratif. Elle a produit des générations, des familles, des unions mixtes, des descendants français, des

appartenances multiples et des enracinements durables. La question migratoire demeure une question de souveraineté aux frontières, qui appelle une régulation claire des flux, des statuts et les sorties. Mais le fait post-migratoire engage l'école, le travail, le logement, la reconnaissance et la cohésion du pays.

### **Société post-migratoire**

L'erreur française tient à la confusion de ces deux objets : durcir les flux pour masquer l'échec de l'intégration ; invoquer l'intégration pour éviter de réguler. La frontière relève de l'Etat souverain ; les générations installées relèvent de la république sociale. Les mélanger, c'est échouer deux fois.

L'enquête TeO2 est bouleversante parce qu'elle montre une société plus mûre que ses controverses : une France brassée, entremêlée, traversée d'identités à trait d'union, de familles mixtes, de pratiques convergentes. La société ne se défait donc pas ; elle se transforme, incorpore, produit du commun. Mais l'intégration culturelle existe sans suffire.

C'est le paradoxe français : la France intègre plus qu'elle ne le croit, mais reconnaît moins qu'elle ne le devrait. Elle intègre par la langue, l'école, les diplômes, les unions, le sentiment national ; mais laisse l'emploi, le logement, la santé et l'accès aux responsabilités trier encore selon le nom, l'adresse, l'origine supposée ou la couleur de peau.

Le fait central n'est donc plus seulement l'immigration ; c'est la descendance de l'immigration. La France compte des millions de femmes et d'hommes nés ici, formés ici, parlant sa langue, inscrits dans son destin – et pourtant renvoyés à une histoire migratoire qu'ils n'ont pas vécue.

La première génération relève du séjour et de l'intégration ; la deuxième de l'égalité réelle ; la troisième pleinement de la nation. Continuer à parler de ces générations comme d'une survivance migratoire, c'est demander à des Français de prouver indéfiniment qu'ils le sont.

La ligne est simple : la frontière gouverne les entrées ; la République gouverne les générations. Elle permet de sortir de deux mensonges : la panique, qui transforme l'immigration en menace totale ; le déni, qui refuse les tensions nées de la concentration territoriale, de la précarité, des insuffisances du français, des défaillances

de l'école, des discriminations et de l'échec partiel des politiques d'intégration. Gouverner, ce n'est ni dramatiser pour conquérir ni minimiser pour se rassurer.

L'enjeu est désormais que l'ordre politique et étatique s'empare de ces conclusions, informe l'opinion, rétablisse les catégories, refuse les amalgames et évite les surenchères. Il faut dire toute la vérité : maîtriser les flux, protéger l'asile, combattre l'irrégularité organisée, rendre l'Etat capable de décider mieux ; mais aussi reconnaître que la France est déjà une société post-migratoire, que les descendants ne sont pas des immigrés, que les discriminations brisent la promesse républicaine et que l'école, le logement, le travail et la santé sont au cœur du sujet.

### **Interdire de penser faux**

Il faut une politique d'Etat qui tienne ensemble l'autorité et la justice : maîtriser les flux, stabiliser le séjour, sanctionner l'irrégularité organisée, protéger l'asile. Ce n'est pas la brutalité ; c'est la dignité de l'Etat. On ne construit ni travail, ni famille, ni intégration sur la précarité administrative ; on ne combat pas l'irrégularité en laissant prospérer les filières, les employeurs prédateurs et les marchands de sommeil.

Il faut faire du français une grande cause nationale, du travail le pivot de l'intégration, reconnaître les qualifications, ouvrir les stages, les réseaux, les concours et les carrières. Il faut combattre les discriminations, parce qu'une République qui disqualifie ses talents se trahit et s'appauvrit. Il faut refuser tous les séparatismes, majoritaires ou minoritaires : ceux qui enferment dans des communautés closes comme ceux qui réservent la nation à une origine, une apparence ou une mémoire unique. Il faut refuser les amalgames : un Etat juste ne confond pas l'étranger irrégulier, le réfugié, le travailleur, le croyant, le délinquant, le binational et le citoyen français.

Un Etat adulte ne détourne pas le regard devant les peurs du pays ; il les éclaire et les ramène à la raison publique. Il ne fait pas des enfants de l'immigration des suspects à perpétuité ou des sauvages ; il les reconnaît pour ce qu'ils sont : une part de la France. L'enquête TeO2 donne les instruments d'une République enfin adulte face à l'immigration. Elle ne supprime pas les difficultés ; elle les rend intelligibles. Elle ne dicte pas une politique ; elle interdit de penser faux. Après elle, l'ignorance n'est plus une excuse. L'instrumentalisation de l'ignorance serait une faute. La République sait

mieux ce qu'elle est devenue. Il lui reste à décider si elle sera à la hauteur de cette vérité.

*Yazid Sabeg est un ancien commissaire à la diversité et à l'égalité des chances (2008-2012)*